
PANORAMA DE PRESSE

26/03/2015 10h53

BORDEAUX METROPOLE

SOMMAIRE

DEPLACEMENTS

(1 article)



jeudi 26 mars 2015

Ravezies vit sans parking (558 mots)

Laurie Bosdecher L'heure de l'embauche a sonné. 9 h 15. Le trafic commence à ...

Page 6

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET AMENAGEMENT

(9 articles)



jeudi 26 mars 2015

Centres-villes : élus et gouvernement se mobilisent (620 mots)

Assister, impuissant, au naufrage de son centre-ville : un cauchemar d' élu municipal. Année après année, les « vitrines blanches », ces loc...

Page 8



jeudi 26 mars 2015

La mairie de Paris veut relancer la Semaest (448 mots)

Paris, colosse commercial présente encore des zones grises. Dans certains quartiers défavorisés, les commerces ferment sans repreneur : la...

Page 9



jeudi 26 mars 2015

Trois initiatives locales (277 mots)

A Angoulême, le stationnement est devenu gratuit ...

Page 10



jeudi 26 mars 2015

Airbus se désengage encore plus de Dassault Aviation (655 mots)

Discours de l'ambassadeur d'Inde en France lors de la cérémonie de livraison des deux premiers Mirage 2000 aux autorités i...

Page 11



jeudi 26 mars 2015

Ford convoque un CE extraordinaire BLANQUEFORT Les

syndicats de l'usine FAI de Blanquefort sont (61 mots)

Ford convoque un CE extraordinaire ...

Page 13



jeudi 26 mars 2015

L'agro-innovation passe en phase 2 (280 mots)

Le pôle de compétitivité Agri Sud-Ouest Innovation se réunit ce matin à Gradignan (Gironde). Dominique Reynié, professeur à...

Page 14



jeudi 26 mars 2015

Le chômage à la hausse (601 mots)

Pierre Tillinac Le chômage repart à la hausse. L'embellie de janvier aura été...

Page 15



jeudi 26 mars 2015

« Sud Ouest » lance sa newsletter éco À compter du 30 mars,

« Sud Ouest » éditera trois fois par semaine, (465 mots)

« Sud Ouest » lance sa newsletter éco À compter du 30 mars, « Sud Ouest » édi...

Page 16



jeudi 26 mars 2015

Des pousses bien actives (488 mots)

AUDE BOILLEY C'est une somme de petites entreprises qui ne connaissent pas la...

Page 17

ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

(2 articles)



jeudi 26 mars 2015

Paris mobilise 30 villes européennes sur les questions climatiques (492 mots)

Les trois capitales vont acheter en commun de petits utilitaires électriques, notamment. Qu...

Page 19



jeudi 26 mars 2015

Des parades contre le coût énergétique (575 mots)

DOMINIQUE ANDRIEUX Le forum sur les économies d'énergie, une première à Floir...

Page 20

POLITIQUE. VIE DES INSTITUTIONS

(9 articles)



jeudi 26 mars 2015

Les départements hésitent à augmenter les impôts (630 mots)

Difficile d'afficher des hausses d'impôts avant une élection. Une vingtaine de conseils gé...

Page 22



jeudi 26 mars 2015

La gauche part favorite (583 mots)

CHRISTINE MORICE Ils veulent tous séduire les nombreux abstentionnistes du pr...

Page 23



jeudi 26 mars 2015

Le PCF veut « battre la droite »(300 mots)

Il n'y aura pas d'élus du Front de gauche dans la prochaine assemblée départementale de Gironde. Ses listes se sont présent...

Page 24



jeudi 26 mars 2015

Les tandems finalistes soumis à la question (1139 mots)

RECUEILLI PAR DOMINIQUE ANDRIEUX ET YANNICK DELNESTE ...

Page 25

La banque des collectivités territoriales entre en action

(858 mots)

Page 27

Dans le jargon des marchés financiers, on appelle cela un flyer. Entendez, en bon français, un formidable succès, une opéra...



jeudi 26 mars 2015

Bordeaux 1 : vieux duel entre trentenaires (489 mots)

Page 29

Ils s'emporent régulièrement l'un contre l'autre dans l'arène municipale. Devant les caméras de TV7, dans les locaux de " ...



jeudi 26 mars 2015

Les Verts pour le vote socialiste (346 mots)

Page 30

" Nous appelons nos sympathisants à reporter leur vote sur le candidat de gauche, pour que la majorité départementale reste...



jeudi 26 mars 2015

A nouveau condamné (842 mots)

Page 31

DOMINIQUE RICHARD Il n'y a pas si longtemps, Ludovic Freygefond, l'ancien esp...



jeudi 26 mars 2015

Un fauteuil, des envies (977 mots)

Page 33

STELLA DUBOURG A trois jours du second tour des élections départementales, le...

URBANISME - LOGEMENT

(2 articles)



jeudi 26 mars 2015

Des logements neufs à saisir Demain, samedi et dimanche, sur les allées de Tourny, le logement neuf (56 mots)

Page 36

Des logements neufs à saisir Demain, samedi et dimanche, sur les allées de To...



jeudi 26 mars 2015

Promotion immobilière : une embellie durable ? (443 mots)

Page 37

Le Salon du logement neuf de Bordeaux ouvre ses portes demain. C'est l'occasion pour Alain Ferrasse, président de la Fédéra...

DEPLACEMENTS

Ravezies vit sans parking

BORDEAUX-NORD Faute de places de stationnement, les salariés véhiculés travaillant dans le quartier utilisent le parc relais censé servir aux usagers des bus et des tramways

LAURIE BOSDECHER

L'heure de l'embauche a sonné. 9 h 15. Le trafic commence à se fluidifier sur l'immense carrefour de Ravezies, au nord de Bordeaux. Tout autour du rond-point, sur les délaissés de voirie et les plateaux herbeux, des véhicules sont stationnés. Parfois en vrac, à cheval sur des escaliers. Scène étrange dans ce quartier léché, cerné par des immeubles neufs.

« Le stationnement, dans le quartier, c'est le point noir », raconte ce salarié d'Orange dont la direction régionale est installée sur les allées de Boutaut, le long de la ligne C du tramway. Il vient habituellement en scooter. Mais les jours de pluie et de froid, comme ce vendredi, il sort sa voiture du garage.

Faute de place de stationnement, il fait comme de nombreuses personnes travaillant dans le quartier. Le matin, il se rend au parc relais de Ravezies et prend un Tickarte pour la journée au prix de 4,30 €. Seule contrainte : pour pouvoir ressortir le soir du parking destiné aux usagers du réseau TBC, ce salarié doit composer son billet dans le tramway. « Tout le monde connaît l'astuce dans le secteur », confie-t-il.

Riverains excédés aussi

C'est dire la galère que vivent les salariés du quartier. « Ils ne sont pas les seuls, tempère Nathalie Delattre,

adjointe au maire de Bordeaux, en charge de ce secteur. Les riverains aussi ont des problèmes de stationnement. »

Ravezies, construit sur des terres marécageuses, n'a pas de parking souterrain. Ceux en surface sont peu nombreux. Celui de la gare a récemment été condamné. Il est destiné à un projet immobilier.



Vendredi dernier, 9 heures : stationnement anarchique autour de l'immense rond-point du quartier. PHOTO PHILIPPE TARIS

Face à l'invasion des voitures, dans les rues du Bouscat, à proximité, des pointillés bleus ont fait leur apparition sur la chaussée. Il faut utiliser un disque pour y laisser son véhicule. Ce dispositif limite à 1 h 30 la durée de stationnement.

Des centaines de personnes vivent à Ravezies. D'autres centaines y travaillent au quotidien à Ravezies. Ajoutez le centre régional RSI (Régime social des indépendants), Eiffage, Gaz de Bordeaux, la Saft, BNP Paribas, Orange, Nexity, le centre Pôle emploi de Bordeaux Nord... Quelques-unes de ces entreprises ont un parking privé mais qui ne peut ab-

sorber toutes les voitures de leurs salariés.

Réunion inter-entreprises

« Dans ce nouveau quartier, nous avons misé sur les transports en commun, relate Nathalie Delattre. Il y a le tramway, des lignes de bus, une station de vélo en libre-service. Les entreprises étaient prévenues lorsqu'elles sont arrivées qu'il n'y avait pas de parking. »

Changer ses modes de déplacement ne semble pas si évident. Le Club des entreprises de Bordeaux va réunir les acteurs professionnels du quartier mi-avril pour tenter de faire avancer le dossier.

Quelles solutions envisager ? Covoiturage interentreprises ? Ouverture de parkings privés de riverains durant la journée ? « Nous en sommes juste au stade de la réflexion », indique André Reix, responsable des questions de mobilité au Club des entreprises.

« On ne construira pas de parcs de stationnement dans ce secteur, prévient l'élue bordelaise. J'ai confiance dans le club pour faire progresser la situation. Mais si ça ne marche pas, on passera au stationnement payant. À titre personnel et pour les habitants du quartier, je n'y suis pas favorable. » ■



DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET
AMENAGEMENT



Centres-villes : élus et gouvernement se mobilisent

De nouveaux décrets d'application réforment les aides aux commerces. Les élus vont disposer d'une nouvelle base de données interactive.

Assister, impuissant, au naufrage de son centre-ville : un cauchemar d' élu municipal. Année après année, les « vitrines blanches », ces locaux commerciaux vacants suite au départ des commerçants, se multiplient. Selon l'observatoire Procos, le taux de vacance aurait grimpé de 5,8 à 7,2 % entre 2001 et 2013. Le phénomène n'est pas neuf, mais il s'accélère dans les villes moyennes - les métropoles sont épargnées. A Vierzon, Alençon, Chateauroux ou Béziers, un magasin sur quatre a son rideau de fer baissé. « C'est souvent le même schéma. Des élus locaux ont voulu compenser la perte d'emploi industriel lié à la fermeture d'une usine, par de l'emploi tertiaire, en acceptant l'ouverture d'un centre commercial. Mais cette réponse de court terme est ensuite nuisible pour les autres commerces », raconte Pascal Madry, le délégué général de Procos. Sans atteindre ces extrêmes, le phénomène gagne du terrain, porté par l'essor des drive, des centres commerciaux, la baisse de la consommation et la flambée des loyers.

Les élus peuvent-ils endiguer la vague ? Certains s'y essaient. Règles européennes obligent, il leur est théoriquement impossible de refuser l'ouverture d'un centre commercial

en périphérie au seul motif qu'il constituerait une concurrence déloyale aux boutiques du centre. Reste donc à agir sur le centre-ville. L'association des maires de France a publié hier un « Guide du commerce de centre-ville » truffé de conseils et d'exemples. On y apprend par exemple que Tours ou Coulommiers (Seine-et-Marne) ont réalisé des diagnostics commerciaux poussés, que Limoges a rénové 1.200 façades et Cran-Gevrier (Haute-Savoie) préempté 4 locaux commerciaux. Les commerçants aussi s'organisent. A Nancy, le départ successif de deux grandes enseignes (Go Sport et Darty) du centre, bientôt suivi d'autres, a provoqué un électrochoc et la création d'une association de promotion. Certes, « le taux de vacance des locaux commerciaux n'est que de 5 %, contre 7 % en moyenne », relativise Sébastien Duchowicz, président des Vitrines de Nancy. Mais la flambée des loyers - de 4.000 euros à 9.000 euros pour une cellule - et le refus de louer de certains bailleurs accentuent la désertification.

Dans de nombreuses villes, la flambée des baux commerciaux pose problème : + 3 % l'an passé, + 8 % en quatre ans, et souvent, bien davantage - supérieures à 30 % - après tra-

vaux. La nouvelle loi artisanat commerce et TPE pose un cadre : pas plus de 10 % de hausse, même après travaux... Une batterie de mesures ont été prévues pour soutenir les commerces. Un décret en cours de publication réforme ainsi le Fisac, cette enveloppe versée pour la revitalisation des commerces, devenue une manne pour les élus - la Haute-Normandie a récolté 8 millions d'euros pour ses 23.600 commerces. Entre saupoudrage, clientélisme et manque de réactivité, son fonctionnement laissait à désirer. Le système de guichet sera donc remplacé par un appel à projet, lancé dans les prochains jours. Le cabinet de la secrétaire d'Etat au Commerce Carole Delga a aussi obtenu une stabilisation de l'enveloppe à 17 millions d'euros,

Enfin, le texte met deux nouveaux outils à disposition des élus : Icode, disponible aujourd'hui (voir-ci contre), et à plus long terme des « contrats de revitalisation commerciale et artisanale », qui leur permettront d'accroître leurs compétences pendant cinq ans sur certaines zones en difficulté. ■

par Laurence Albert, P. A et .





La mairie de Paris veut relancer la Semaest

La société d'économie mixte parisienne rachète et rénove des locaux pour y installer des commerçants de proximité.

Paris, colosse commercial présente encore des zones grises. Dans certains quartiers défavorisés, les commerces ferment sans repreneur : la capitale compte 7.659 locaux vacants. Mais elle présente aussi quelques « poches » de mono-activité, dont l'existence pèse sur les riverains : informatique dans le 12e arrondissement, grossistes chinois en textile dans les 10e et 11e. Enfin, certains arrondissements voient disparaître des commerces qui ont fait leur histoire, comme les libraires dans le quartier Latin.

Des problèmes auxquels la ville tente de remédier par le biais de sa société d'économie mixte, la Semaest. Depuis 2004, par le biais des opérations « Vital Quartier », elle modifie la physionomie de certaines rues en y réintroduisant de petits commerces indépendants de proximité. « En modifiant 5 % des boutiques d'un quartier, on peut changer toute la zone », assure le directeur de la Semaest, Di-

dier Dely. La Sem agit, soit directement en rachetant des locaux, soit indirectement en faisant pression sur des bailleurs - qu'elle menace de préemption - pour qu'ils louent à certains commerçants. Elle modernise les locaux rachetés, pour y installer les commerçants de son choix.

Depuis 2004, quelque 300 commerces ont ainsi été « revitalisés », soit par rachat, soit par protocole d'accord avec le bailleur. En trois ans, le taux de vacance commerciale a chuté de 9,6 à 9,1 % à Paris. « La baisse de la vacance et de la monoactivité est sensible dans certains quartiers, - 20 à - 40 % », se félicite Olivia Polski, l'adjointe au maire chargée du commerce, évoquant une baisse de 40 % des vacances dans le quartier de Belleville, de 35 % dans le 11e arrondissement ou 20 % dans le quartier Saint-Denis. D'autres opérations sont plus fragiles, comme celle menée auprès des libraires parisiens.

Travailler avec les bailleurs sociaux

Côté finances, dix ans après le lancement de la première vague de projet, l'avance de fond de 58 millions d'euros consentie par la mairie a presque été intégralement remboursée : 43 commerces rachetés par la ville ont été revendus aux commerçants eux-mêmes et 58 autres à des foncières qui se sont engagées à conserver la spécialisation. Une seconde vague, portant sur une enveloppe de 30 millions d'euros est en cours jusqu'en 2020. La mairie réfléchit à une troisième vague, lancée l'an prochain, moyennant une enveloppe de 38 millions d'euros. Elle veut aussi travailler avec les bailleurs sociaux, qui possèdent au moins 6.000 locaux commerciaux en pied d'immeubles. ■

par L. A.



Trois initiatives locales

A Angoulême, le stationnement est devenu gratuit



A Angoulême, le stationnement est devenu gratuit

C'est une des premières mesures du maire UMP d'Angoulême, Xavier Bonnefont : la gratuité du stationnement le soir et le samedi après-midi. Une mesure demandée de longue date par les commerçants pour revitaliser un centre-ville souffrant de la présence de 4 zones commerciales en périphérie. Et qui coûtera 350.000

euros par an. « Il y a davantage de monde, on peut espérer une augmentation du chiffre d'affaires », explique Brigitte Randazzo, présidente de l'association de commerçants. En revanche, l'élue EELV Françoise Coustant fustige « une mesure démagogique. La revitalisation passe d'abord par un centre-ville agréable. Ce n'est pas la voiture qui va le permettre ». F. N.

A Bayonne, l'urbanisme au secours du centre-ville



A Bayonne, l'urbanisme au secours du centre-ville

Avec ses 45.000 habitants, Bayonne est à la fois au coeur d'un bassin de 200.000 âmes et une cité touristique. Mais la population, elle, a tendance à préférer les centres commerciaux de périphérie. Depuis vingt ans, la municipalité a entrepris de réhabiliter les quartiers anciens. « La revitalisation des commerces traditionnels participe de cet effort », rappelle le maire, Jean-René Etchegaray. Outre la création d'un Office du commerce et de l'artisanat, soutenu par la CCI et les commerçants (animation, e-commerce...), la ville a créé des parkings et des navettes gratuites. Reste à savoir si le centre résistera à l'arrivée de deux nouveaux centres commerciaux et un Ikea en périphérie. P. E. ■



Airbus se désengage encore plus de Dassault Aviation

L'ex-EADS a cédé une deuxième tranche du capital de Dassault dont il détient moins de 25 % désormais.

Discours de l'ambassadeur d'Inde en France lors de la cérémonie de livraison des deux premiers Mirage 2000 aux autorités indiennes, à Istres le 25 mars.

Le Rafale qui a trouvé son premier client export avec l'Egypte, l'Indonésie qui se déclare intéressée par l'avion de combat, l'Inde qui prend livraison de ses deux premiers Mirage 2000 modernisés, les ventes de Falcon qui reprennent de l'altitude... Dassault a le vent en poupe et cela se voit en Bourse, même si le faible flottant avait un effet dopant sur le cours : à 1.240 euros, l'action a gagné près de 17 % depuis le 1er janvier et plus de 23 % en un an.

Les investisseurs ont, donc répondu présent hier, et mieux encore, au placement par Airbus d'une deuxième tranche du capital de l'avionneur : fixé à 15 % le matin quand il a été annoncé, ce placement a été porté à 17,5 % dans l'après-midi même. Il a rapporté en tout 1,64 milliard d'euros, sans compter l'option de surallocation de 1,3 % réservée aux teneurs de livres.

En fin d'année dernière, l'ex-EADS avait enclenché son désengagement de Dassault, conformément à sa volonté de monétiser tout ou partie de ses 46,3 %, une participation récupérée au fil de l'histoire de la consolidation aéronautique franco-allemande mais désormais jugée non stratégique : concurrents sur le créneau

des avions de combat, les deux industriels n'ont jamais réussi à s'entendre dans les drones, ces aéronefs sans pilote à bord, même s'ils ont fini par signer une paix des braves, dans ce domaine, pour éviter de se faire sortir de l'histoire par les Américains.

Portant sur 8 % des actions, cette première cession s'était faite en totalité de gré à gré avec Dassault au prix de 980 euros l'action, soit un peu moins de 1 milliard d'euros. L'Etat n'avait pas fait jouer son droit de premier refus, mais en avait profité pour sécuriser ses intérêts stratégiques sans bourse délier (« Les Echos » du 1er décembre).

La suite était inscrite puisque Airbus avait alors fait part de son intention de procéder d'ici à mi-2015 à la vente de 10 % supplémentaires, voire davantage. C'est donc la deuxième option qui a été privilégiée. Et, comme prévu aussi, Dassault a participé à ce deuxième placement, à hauteur de 5 % de son capital, toujours au prix maximal de 980 euros l'action. Au terme de l'opération, la participation d'Airbus dans Dassault est descendue à 24,6 %, et le flottant a fait un bond spectaculaire en passant de 1,9 % à 14,4 % !



Discours de l'ambassadeur d'Inde en France lors de la cérémonie de livraison des deux premiers Mirage 2000 aux autorités indiennes, à Istres le 25 mars. Photo : Photo Dassault Aviation/P. Sagnes

« Une communication de plus en plus financière »

« On est contents. C'est un succès pour Airbus et pour Dassault », s'est félicité Eric Trappier, le PDG du fabricant du Rafale. Si la vente du Rafale a aidé à placer les actions, c'est surtout la réussite des avions civils Falcon et le positionnement très haute technologie du groupe qui a attiré.

Reste que pour Dassault, cette opération marque une évolution importante. Même si la famille éponyme reste maître à bord, l'avionneur doit désormais compter avec des investisseurs à son capital. Habitué à en dire le minimum sur ses comptes, il va devoir être plus disert dans sa communication financière. Inconnu jusque-là, le mot « road show » fait désormais partie de son vocabulaire ! « On ne change pas, mais on va évoluer tranquillement vers une communication de plus en plus financière », reconnaît Eric Trappier, prêt à rencon-

trer ses nouveaux actionnaires réguliè-
lièrement. ■

par Alain Ruello



Ford convoque un CE extraordinaire BLANQUEFORT Les syndicats de l'usine FAI de Blanquefort sont

Ford convoque un CE extraordinaire



BLANQUEFORT Les syndicats de l'usine FAI de Blanquefort sont convoqués à un Comité d'entreprise extraordinaire mardi 1er avril. Ils y rencontreront Dirk Heller, le directeur industriel européen. Ils en avaient exprimé le souhait lors de leur récente mobilisation. ARCHIVES « SO » ■



L'agro-innovation passe en phase 2

PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ Agri Sud-Ouest veut mesurer les retombées des projets qu'il soutient

Le pôle de compétitivité Agri Sud-Ouest Innovation se réunit ce matin à Gradignan (Gironde). Dominique Reynié, professeur à Sciences Po, parlera des opportunités d'un monde globalisé pour l'agroalimentaire du Sud-Ouest devant Martin Malvy et Alain Rousset, respectivement présidents des Régions Midi-Pyrénées (qui a lancé le pôle en 2007) et Aquitaine (qui l'a rejoint en 2012).

Agri Sud-Ouest Innovation compte 327 adhérents (+ 8 % en 2014), dont 228 entreprises parmi lesquelles 92 % sont des PME ou des entreprises de taille intermédiaire. Depuis 2007, le pôle a labellisé 331 projets et les a financés à hauteur de 114 M€. En incluant les investissements apportés par les entreprises elles-mêmes, ce sont 730 M€ qui sont allés à l'innovation agroalimentaire. Le sec-

teur compte 200 000 emplois dans les deux régions, soit autant que l'aéronautique.



Dominique Reynié, invité du pôle Agri S.-O. PHOTO C. DAUMERIE

Le pôle, dont le budget annuel est de 1,4 M€, doit désormais « changer son

service aux adhérents », estime son président Daniel Segonds. Après la phase « usine à projets » vient la phase « usine à produits ». Le financement sera sélectif et privilégiera les projets relevant de l'économie circulaire (pas de gâchis), améliorant l'efficacité des systèmes et process de production ou visant une utilisation optimale de la ressource (l'agroécologie). Des indicateurs en mesureront les retombées économiques et sociales.

L'innovation devra enfin concerner en priorité certaines filières : maïs, soja, tournesol, pomme, fraise, vigne, canards gras et ovins. Des contacts ont été pris avec d'autres pôles agroalimentaires en vue d'une mutualisation de certains projets.

Michel Monteil ■





EMPLOI EN AQUITAINE COMME AILLEURS EN FRANCE, LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI SANS ACTIVITÉ AUGMENTE EN FÉVRIER APRÈS AVOIR DIMINUÉ EN JANVIER

Le chômage à la hausse

Exception en Poitou-Charentes

PIERRE TILLINAC

Le chômage repart à la hausse. L'embellie de janvier aura été de courte durée. Les chiffres publiés hier, quelques jours avant le second tour des élections départementales, montrent que le nombre de demandeurs d'emploi retrouve à peu près le niveau record atteint fin 2014 pour la catégorie A (sans aucune activité).

À la fin du mois de février, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité s'élevait à 3,49 millions pour la France métropolitaine, très près des 3,5 millions du mois de décembre de l'année précédente. Ce chiffre représente une hausse de 0,4 % par rapport au mois précédent et de 4,6 % sur un an.

Si l'on ajoute à la catégorie A les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégories B et C), le nombre de chômeurs atteint un nouveau record, avec un total de 5,26 millions de personnes en métropole. Le nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B et C, qui avait poursuivi sa hausse en janvier, progresse de 0,6 % en février (+ 6,5 % sur un an).

Le chômage des jeunes baisse

Hier, devant des militants socialistes à Fresnes (Val-de-Marne), Manuel Valls a répété une fois de plus que seule une croissance bien établie permettrait d'assurer l'inversion de la courbe imprudemment promise par François Hollande : « Nous savons parfaitement que tant que nous n'avons pas une croissance plus forte, autour de 1,5 %, il est difficile de créer de l'emploi, d'autant plus que nous avons beaucoup de jeunes qui rentrent sur le marché de l'emploi. »

Pour le mois de février, la seule bonne nouvelle concerne le chômage des jeunes. Il continue de baisser pour le deuxième mois d'affilée (- 0,3 %), une tendance qui vient confirmer, pour le gouvernement, le succès des dispositifs mis en place.

En Aquitaine, le chômage progresse plus vite qu'au niveau national. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente en février de 0,5 % par rapport au mois précédent (+ 5,7 % sur un an). Fin février, 178 571 personnes étaient inscrites au Pôle emploi. Cette dégradation de

la situation touche tous les départements : + 0,3 % en Dordogne, + 0,4 % en Gironde et dans les Pyrénées-Atlantiques, + 0,6 % en Lot-et-Garonne, + 1,3 % dans les Landes. Catégories A, B et C confondues, la région comptait, à la fin de février, 279 213 inscrits au Pôle emploi. Une augmentation de 0,8 % sur un mois et de 8,1 % sur un an.

Les chiffres en région

Dans ce contexte, Poitou-Charentes fait un peu figure d'exception. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, qui avait enregistré une baisse de 0,6 % en janvier, continue de reculer en février (- 0,4 %). Mais, sur un an, la progression reste supérieure au national (+ 4,8 %). Dans les quatre départements de la région, seule la Vienne est orientée à la hausse. La baisse est de 0,4 % en Charente-Maritime et de 0,9 % en Charente et dans les Deux-Sèvres. Pour les catégories A, B et C, la progression s'établit à 0,2 % sur un mois et 7,1 % sur un an pour l'ensemble de la région. ■





« Sud Ouest » lance sa newsletter éco À compter du 30 mars, « Sud Ouest » éditera trois fois par semaine,

« Sud Ouest » lance sa newsletter éco

À compter du 30 mars, « Sud Ouest » éditera trois fois par semaine, les lundi, mercredi et vendredi, une newsletter dédiée à l'information économique d'Aquitaine et de Poitou-Charentes. Vous y trouverez toute l'actualité des entreprises, des enquêtes territoriales, des papiers d'analyse par secteurs d'activité (aéronautique, vin, numérique, bois...), des portraits de dirigeants, des informations sur les innovations qui changent notre monde. Pour vous abonner, un clic suffit sur sudouest.fr.

Immobilier : Pichet en forte croissance

Le groupe immobilier Pichet a présenté à Paris cette semaine des résultats 2014 en forte hausse. Ses ventes ont progressé de 20 % pour atteindre 2 000 logements. Le groupe girondin est entré dans le Top 10 des promoteurs nationaux avec un volume d'affaires de 470 M€. Il a mieux résisté à la crise que d'autres grâce à

sa stratégie d'intégration de toute la chaîne de l'acte de construire.

La Monnaie de Paris en repli

La Monnaie de Paris a enregistré un chiffre d'affaires stable en 2014, à 132 M€, mais une division par deux de ses résultats, à 2,3 M€. L'ancienne manufacture royale du quai de Conti voit son activité de frappe de monnaies courantes baisser, comme à Pessac (Gironde), où est frappé l'euro. Ses activités commerciales fléchissent notamment à l'export, mais l'établissement public à caractère industriel et commercial enregistre un très net rebond de son activité médailles.

La Rochelle : la saison des croisières débute

L'arrivée ce matin du « Braemar », un paquebot de la compagnie Fred Olsen, marque le lancement de la saison de croisières dans le port de La Rochelle. 24 paquebots sont attendus cette année, plus que l'an passé et avec un temps d'escale plus long. Le

« Braemar » mettra le cap sur Bordeaux demain dans la nuit.

Alila construit en Sud-Aquitaine

Le promoteur privé spécialisé dans le logement social et intermédiaire, très présent en Rhône-Alpes et en Île-de-France, a signé plusieurs programmes en Aquitaine pour un total de 87 logements à Ascain et à Morlaàs, dans le sud de la région. Il a aussi engagé la construction de logements en Gironde : à Bègles, Coutras, Salles et Mérignac.

Salon : deux jours pour l'entreprise à Bordeaux

L'édition 2015 du Salon de l'entreprise se tient les 1er et 2 avril, au Palais des congrès de Bordeaux. Plus d'une centaine de partenaires des entrepreneurs seront présents pour les conseiller à tous les stades de la vie de leur société. Des conférences, des Start-up Days (pour les créateurs d'entreprises innovantes), des ateliers complètent le programme des deux journées. ■



ÉCONOMIE LE BILAN 2014 DE LA PÉPINIÈRE UNITEC EST UNE NOUVELLE FOIS TRÈS BON

Des pousses bien actives

Pour retenir les jeunes entreprises sur le territoire, la Ville envisage la création d'un lieu d'accueil

AUDE BOILLEY

C'est une somme de petites entreprises qui ne connaissent pas la crise. La pépinière Bordeaux Unitec abrite une dizaine de jeunes pousses innovantes. Choyées pendant trois ans, elles sont accompagnées par l'association créée en 1990. Son objectif : accompagner les projets de création d'entreprises innovantes et s'assurer que le projet se dessine jour après jour avec méthode. Chaque étape, -incubation, création, installation, lancement commercial-, est accompagnée.

Trois secteurs d'activités sont particulièrement ciblés : technologies et usages numériques, bio santé et technologies, et sciences de l'ingénieur. En plus de l'accompagnement au montage de projet, Unitec propose aussi un hébergement.

À Pessac, 440 m² accueillent un maximum de quinze pousses à deux pas des centres de recherche universitaires. « Les demandes sont plus nombreuses que le nombre de places », apprend Patricia Besson, animatrice de la pépinière.

Construction d'un bâtiment



La pépinière accueille une quinzaine d'entreprises pour une durée de trois ans. PHOTO A. B.

Les entreprises y trouvent un écosystème favorable. Sur le tableau blanc de la salle commune, une entreprise se demande quel logo adopter. Un employé avale un café, rapidement rejoint par un autre. Rapidement, des discussions pointues s'engagent.

À leur sortie, plusieurs options s'offrent aux pousses. Selon les besoins et le profil, le choix entre plusieurs types d'implantations peut être fait sur l'agglomération. Du côté de la mairie de Pessac, l'ambition est de conserver ces entreprises qui se disent satisfaites de la qualité de vie, mais qui pourtant quittent pour les deux tiers le territoire pour leur seconde vie. « La question qu'on se pose, c'est "Comment les retenir ?" Pour l'heure nous n'avons pas encore les lieux. Mais nous avons le projet de construire une infrastructure de 1 000 m² proche du tram, en centre-ville », détaille Sylvie Trautmann, adjointe à l'économie, à l'emploi et la

formation, et membre du Conseil d'administration de Bordeaux Unitec.

« Retenir ces start-up »

« Le boulot de la mairie, c'est, pour retenir ces start-up sur la ville où elles ont été incubées, de leur proposer du foncier et des bâtiments », avait souhaité Nathalie Magnier, adjointe aux finances, à l'économie et aux services numériques, lors du Conseil municipal de décembre.

« Actuellement, nous manquons de place sur l'existant. La mutualisation de certains services avec ceux de la Métropole libérera peut-être un peu de foncier. Ce lieu serait mixte, en accueillant un hôtel d'entreprise, un centre d'affaires, l'accueil des professions libérales, de la restauration », poursuit l'élue.

Reste à déterminer la spécificité de ce lieu. Le numérique ou le domaine de la santé sont des pistes. « Il ne faut pas multiplier les écosystèmes. Cela risquerait de devenir une jungle. Le label French Tech doit nous aider à alimenter cette réflexion sur l'ensemble de la Métropole », espère Nathalie Magnier. ■



ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Paris mobilise 30 villes européennes sur les questions climatiques

Paris, Bruxelles et Rome ont décidé de « verdir » ensemble électricité, camions-poubelles et petits véhicules utilitaires.

Les trois capitales vont acheter en commun de petits utilitaires électriques, notamment.

Quelques jours après s'être affichée en pointe dans la lutte contre la pollution du ciel parisien, Anne Hidalgo rejoue aujourd'hui la maire verte. A neuf mois du sommet mondial de Paris sur le climat (COP21), l'édile accueille 30 représentants de grandes villes européennes, dont Alain Juppé pour Bordeaux. Aux côtés de François Hollande et de Laurent Fabius, elle mobilisera ses collègues sur le verdissement des politiques urbaines, s'engageant en particulier sur une réduction de 40 % de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Une répétition aussi avant la COP21, qui réunira un millier de maires du monde entier dans la capitale en décembre prochain.

Mutualiser les achats

Début octobre, les maires des capitales européennes s'étaient réunis à Rome pour travailler sur la mutualisation de leurs achats. L'objectif était alors en priorité de grouper les appels d'offres pour imposer aux fournisseurs des baisses de prix. A Paris, Anne Hidalgo va annoncer des appels

d'offres ciblés en priorité sur la réduction du bilan carbone des collectivités. Son adjoint aux relations européennes, Patrick Klugman, explique que trois villes sont particulièrement engagées dans la démarche : Paris, Bruxelles et Rome vont annoncer l'achat en commun d'électricité verte, de camions-poubelles à faibles émissions et de petits utilitaires électriques. L'adjoint explique en particulier l'intérêt de remplacer les camions-bennes actuels, très polluants. La capitale française achète déjà une petite part d'électricité renouvelable. En passant prochainement des appels d'offres auprès d'opérateurs européens, les trois villes pourraient réduire le surcoût important des électrons verts et pousser leur transition énergétique.

Appels d'offres

La démarche sera moins rapide sur les camions-poubelles, car il n'existe pas encore d'offre aboutie de véhicules électriques ou au gaz naturel dans la gamme des 12 à 16 tonnes, selon Patrick Klugman. Un appel d'offres commun permettrait de mettre le pied à l'étrier aux industriels en leur offrant des volumes suffisants contre un effort financier. Pa-

ris ne part toutefois pas de zéro, ses services expérimentent depuis un mois quatre camions-bennes électriques.



Les trois capitales vont acheter en commun de petits utilitaires électriques, notamment. Photo : Photo RGA/REA

« L'achat de lots d'électricité verte sera lancé dans quelques semaines, mais les autres appels d'offres prendront quelques mois, car les services techniques ont besoin de plus de temps pour faire converger leurs besoins », explique l'adjoint. D'autres villes entreront progressivement dans la démarche. Les fournisseurs d'énergie, comme EDF ou GDF Suez, ainsi que les constructeurs de véhicules « propres », comme Scania, Bolloré ou Renault, ont été invités à déjeuner avec les maires pour entamer les discussions. ■

par Matthieu Quiret



Des parades contre le coût énergétique

FORUM Diagnostic de consommation, solutions d'isolation, aides financières, le rendez-vous proposé samedi par la Ville s'adresse aux propriétaires voulant améliorer leur confort

DOMINIQUE ANDRIEUX

Le forum sur les économies d'énergie, une première à Floirac, samedi prochain (1). L'occasion pour les propriétaires ayant le projet d'améliorer le confort de leur habitation de tout savoir sur la nature des travaux et des matériaux qu'ils peuvent envisager, les noms d'artisans agréés pour pouvoir bénéficier d'aides financières. « Ce forum n'est pas un salon, il n'y a rien à vendre, l'accès, les expositions, les informations, tout cela est gratuit », souligne Alexandre Bourigault, l' élu en charge de cette manifestation portée par la Ville. Et de poursuivre qu' « elle s'inscrit dans le cadre de la valorisation du développement durable et du nouvel Agenda 21 mis en place en fin d'année ».

Floirac rectifie le tir, a tiré un trait sur ses « Mardis décalés », des temps d'information sur les économies d'énergie dont les sujets aussi divers et variés que le tri sélectif, les déplacements à vélo, les énergies, etc. finissaient par être n'être suivis que d' un petit comité. Changement de braquet avec le principe d'un temps fort rassemblant des partenaires en un même lieu et un samedi pour faciliter la visite des familles.

Le porte-monnaie avant tout

Du côté des organisateurs, on mesure que le blocage sur la délivrance des

permis de construire sur des secteurs à risques d'inondation est surmonté par des élévations, qui elles sont permises. Des projets dans lesquels s'engagent des acquéreurs, ou des propriétaires ayant besoin d'espace, notamment quand leurs enfants grandissent. « Nous voyons aussi des personnes âgées qui se soucient de leur confort pour leurs vieux jours », confie Marc Lagarrigue, un des interlocuteurs pour l'Espace info énergie (2), basé à Artigues et tenant une permanence mensuelle à Floirac.



Les projets d'élévation (ici, à gauche), sont l'occasion idéale pour envisager une isolation efficace par le toit. PHOTO D.A.

L'Espace est donc un partenaire naturel du Forum. Son représentant est bien placé pour dire l'importance de son volet financier. « L'aspect économique est le premier souci du public, observe-t-il. Il passe le plus souvent avant la nature des matériaux d'isolation ».

Samedi, l'exposition présentée par Hauts de Garonne développement permettra aux visiteurs d'évaluer les matières bio sourcées tels le liège, la

laine et le bloc de chanvre la bibre de bois.

Commencer par le toit

Des produits tenant une place dans une politique de développement durable. Au même titre que la ouate de cellulose. « Les gens pensent que c'est plus cher que de la laine de verre ou de roche mais le prix est quasiment le même depuis que la France en produit », note Marc Lagarrigue, qui dénoncé « Des idées fausses ou pour le moins inadaptée ». Les gens s'en font, ne serait-ce qu'en considérant que changer les fenêtres par des modèles avec double vitrage est la première recette pour faire baisser sa consommation d'énergie. Les professionnels de l'Espace info énergie leur diront que « ce n'est pas la priorité, le prix fait que l'amortissement est long ». « Moins coûteuse, la priorité est d'isoler le toit pour stopper la déperdition de chaleur ». Le mieux est encore de solliciter ces professionnels au service du public pour un bilan sur les points faibles de l'habitation, obtenu par photo thermique.

(1) Forum sur les économies d'énergie, samedi 28 mars, à 13 h 30, à la M 270. (2) Contact : tel 05 56 77 33 23. ■



POLITIQUE. VIE DES
INSTITUTIONS



Les départements hésitent à augmenter les impôts

Une vingtaine de départements n'ont pas encore voté leur budget 2015.

Difficile d'afficher des hausses d'impôts avant une élection. Une vingtaine de conseils généraux ont préféré reporter le vote du budget primitif 2015 après la désignation des nouvelles assemblées délibérantes, selon un comptage que vient de faire l'Assemblée des départements de France. En année électorale, la date limite de vote de ces budgets est désormais repoussée à fin avril.

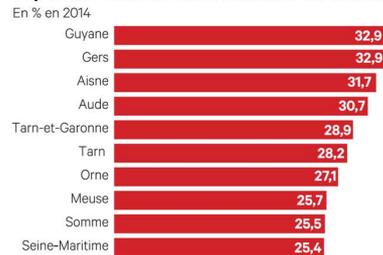
Parmi les retardataires, on trouve beaucoup de territoires en difficulté financière, contraints d'augmenter leurs taux de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB). Certains avaient jusqu'ici une fiscalité modérée, comme le territoire de Belfort, la Creuse, la Nièvre ou le Cher. Mais figurent également des territoires avec une pression fiscale déjà forte, comme l'Aude, l'Aisne, le Gers et la Guyane, qui ont des taux record de plus de 30 %.

Environ 80 autres départements ont choisi de voter leurs budgets avant les élections. Certains assument une hausse des taux, « en jouant la transparence », explique un élu départemental. Le Maine-et-Loire justifie par le contexte une hausse de 1,8 % de la taxe. Autre exemple, l'Indre-et-Loire.

Beaucoup ont néanmoins bataillé pour afficher une stabilisation des taux, un argument électoral. Le Cantal, qui encaissera 15 millions d'euros

de manque à gagner à cause de la baisse des dotations, mise sur des rationalisations pour maintenir ses investissements sans alourdir les perceptions. La Côte-d'Or, qui avait pourtant fortement augmenté ses taux en début de mandature, a promis un gel en 2015, « pour préserver le pouvoir d'achat des ménages cote-d'oriens », pavoise la collectivité. Promesse similaire de la Lozère. Les Pyrénées-Orientales ont même accepté de voter des ressources en baisse pour maintenir un taux stable.

Top 10 des taux de taxes foncières sur le bâti



LES ECHOS / SOURCE: MINISTÈRE DES FINANCES

La fixation du taux de la TFPB est le dernier outil que l'Etat a laissé aux conseillers généraux. Ceux-ci ont reçu, en 2013, 20,6 milliards de produits de fiscalité directe contre 21,9 milliards en impôts indirects. L'an dernier, face à l'explosion des charges sociales, le gouvernement avait consenti en loi de finances 2014 à leur permettre d'augmenter le taux plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) de 3,8 % à 4,5 %. Plus de 90 départements avaient utilisé ce bol d'air, portant le produit de la taxe à 7,8 milliards d'euros. Une

poignée d'autres ont décidé de rallier le mouvement cette année.

Rendez-vous après les élections

Le dernier levier pouvant être actionné reste donc la TFPB. L'an dernier, seuls 14 conseils généraux avaient osé franchir le pas dans un contexte de ras-le-bol fiscal. Mais, en 2015, la baisse des dotations s'accélère et le montant des aides sociales à distribuer n'a pas baissé. Enfin, les DMTO, produits des ventes immobilières, régressent avec la crise de la construction.

Les territoires en difficulté sont d'autant plus défavorisés qu'ils bénéficient peu du fonds de compensation pour la TVA. Cette aide importante de l'Etat est calculée à proportion des investissements faits par les collectivités. Elle est donc fléchée vers les plus riches. Reste à voir comment les nouvelles équipes départementales amenderont les budgets primitifs une fois les élections passées. Le consultant Michel Klopfer s'attend au final à voir peu de départements augmenter les impôts. En cas d'élection, des présidents FN pourraient même jouer une baisse (risquée) des taux, selon lui. ■

par M. Q.



La gauche part favorite

POLITIQUE La conseillère générale sortante, arrivée en tête au premier tour avec son allié écologiste, veut conserver son siège face aux candidats de la droite et du centre

CHRISTINE MORICE

Ils veulent tous séduire les nombreux abstentionnistes du premier tour. Et répètent, surtout à droite, « que rien n'est jamais joué d'avance dans une élection ». Sur le nouveau canton des Portes du Médoc (1) deux binômes sont en lice pour le second tour du scrutin départemental.

Sans surprise, la socialiste Christine Bost, maire d'Eysines, conseillère générale sortante et Stéphane Saubusse (EELV), ancien élu du Pian-Médoc, sont arrivés en tête des suffrages dimanche, affichant un score de 42,65 %. Et font figures de favoris. Ce tandem rose et vert ne cache pas sa satisfaction et se dit « extrêmement mobilisé » cette semaine, bien décidé à décrocher la victoire dimanche soir. Une victoire qui permettrait à Christine Bost, que Philippe Madrelle verrait bien prendre les rênes de la future assemblée départementale même si certains s'y opposent, de conserver son siège.

La percée du FN

La percée du Front national sur ce canton (23,40 % des voix) ne manque pas d'interpeller les candidats. Christine Bost y voit « un effondrement de la droite traditionnelle » et se dit prête à mouiller la chemise pour faire changer d'avis ceux qui « se tournent vers les extrêmes. »

De son côté, l'UMP Marc François ne cachait pas son soulagement dimanche en apprenant que les candi-

dats du Front national n'étaient pas qualifiés pour le second tour.

Il faut dire que le tandem Lagarde/Martinez a devancé la droite traditionnelle dans deux communes du canton, à Parempuyre et à Ludon-Médoc, arrivant en seconde position derrière la gauche.

Marc François et Roxane Maury, (26,99 %) sont donc « très heureux » d'être encore dans la course.



Christine Bost (PS) et Stéphane Saubusse (EELV) affrontent le binôme de Gironde positive, Marc François et Roxane Maury. PH. C. M.

Le « challenge » de la droite

« Le challenge est difficile », reconnaît Marc François (UMP), qui part sous la bannière Gironde positive réunissant les forces de droite et du centre, avec le soutien d'Yves D'Amécourt et d'Alain Juppé. « Mais nous abordons le second tour avec beaucoup d'énergie et de volonté. Nous allons essayer de convaincre ceux qui n'ont pas voté pour nous en les invitant à ne pas subir leur destin », déclare cet ancien élu blanquefortais aujourd'hui directeur général des services à la mairie de Lacanau.

Pour sa part, Roxane Maury, conseillère municipale (UMP) à Parempuyre, a mis en avant dès le début de la campagne, son intention d'être une élue départementale de terrain, proche de la population.

« Ecolo-compatible »

Mais le plus satisfait de tous, semble être Stéphane Saubusse. Le secrétaire régional d'Europe Ecologie Les Verts (EELV) est ravi d'avoir fait équipe avec Christine Bost, qu'il qualifie plus que jamais « d'écolo-compatible », même si cette alliance n'a pas fait l'unanimité au sein de son parti.

Il estime qu'il a pu faire avancer ses idées, sans « grand écart » politique. Stéphane Saubusse espère bien faire partie des premiers élus écologistes à entrer au Conseil départemental. Il se dit persuadé que « l'on peut convaincre en étant dedans ». En matière de report des voix, le tandem Bost/Saubusse compte sur celles du Front de Gauche (6,97 %). Dans un communiqué, Nicolas Ông (PCF) appelle « à faire barrage à la droite ». Mais rien ne dit que tout son électorat suivra cette directive.

Le Front national n'a donné aucune consigne de vote.

(1) Le territoire de l'ancien canton de Blanquefort privé de la commune de Macau. ■





Le PCF veut « battre la droite »

Il n'y aura pas d'élus du Front de gauche dans la prochaine assemblée départementale de Gironde. Ses listes se sont présentées en autonomie. Au lendemain du premier tour des élections départementales, les différentes composantes ont établi une ligne de conduite qui leur est propre.

Le Parti communiste, pour sa part, explique : « Nous appelons au rassemblement pour empêcher le Front national de progresser encore et de faire son entrée dans l'assemblée départementale. » Voilà pour les trois cantons où le Front national est en tête.

Pour les autres cantons, en ballottage, la consigne est on ne peut plus claire. Sans le dire explicitement, le PCF appelle à voter pour la majorité sortante : « Nous appelons à battre la droite dimanche prochain, l'empêcher de prendre la majorité au Département et à combattre les politiques d'austérité. » LE PARTI COMMUNISTE AU SOUTIEN SUR LA PRESQU'ÎLE

D'ailleurs, le Parti communiste a tenu à préciser un élément concernant le canton de la Presqu'île. L'ancien canton de Philippe Madrelle où Anne-Laure Bedu et Philippe Garrigue sont arrivés en tête.

Hier, Jean Chazeau le candidat du Front de gauche (8,20 %) annonçait qu'il ne soutenait pas le binôme de l'Union de la gauche. « Il s'exprime en son nom » a fait savoir le Parti communiste dont ils est membre. Le Front de gauche appelle dans ce canton de la Presqu'île, comme dans les autres, à battre la droite, et donc à apporter ses suffrages au duo de l'Union de la gauche, Anne-Laure Bedu et Philippe Garrigue.

Hier soir, le Parti de gauche, autre composante du Front de gauche, se réunissait pour déterminer la conduite à tenir pour ce second tour des élections départementales. ■



Les tandems finalistes soumis à la question

INTERVIEW CROISÉE Anne-Laure Bedu et Philippe Garrigue pour le Parti socialiste, Valérie Drouhaut et Hubert Laporte pour Gironde Positive répondent à nos questions à trois jours du deuxième tour

RECUEILLI PAR

DOMINIQUE ANDRIEUX ET YANNICK DELNESTE

Tendu. Ce deuxième tour sur le canton de la presqu'île le sera assurément. Un premier tour dans un mouchoir de poche pour trois des cinq listes, deux communes (Ambarès et Saint-Vincent-de-Paul) où l'extrême droite arrive en tête, une campagne émaillée d'incidents et finalement un duel entre gauche et droite républicaines. Deux hommes et maires solidement installés, deux femmes apparues aux élections municipales : sur l'ancien fief de Philippe Madrelle, le PS tient à garder la main tandis que Gironde Positive, après la chute de la mairie de Carbon-Blanc l'an passé, détiendrait en décrochant le canton un sacré symbole.

« Sud Ouest ». Quels sont les atouts personnels de votre tandem ?

Anne-Laure Bedu et Philippe Garrigue. Engagé, attentif à l'autre, honnête, responsable, pragmatique, complémentaire, passionné par le développement du territoire au service de l'homme et de son environnement et par l'enjeu de l'éducation. Soucieux de l'équité, de la justice et de la solidarité. Au service du citoyen.



Hubert Laporte et Valérie Drouhaut (en haut) vont tenter de battre Philippe Garrigue et Anne-Laure Bedu et faire basculer le canton à droite. PHOTOS ARCHIVES D.A. ET Y. D.

Valérie Drouhaut et Hubert Laporte. Depuis de nombreuses années, notre équipe est déjà impliquée activement dans la vie quotidienne de nos communes, tout particulièrement dans le tissu associatif et économique. Nous sommes une équipe de terrain, dynamique, intègre et pleine de bon sens.

Qu'est-ce qui vous distingue de vos adversaires du deuxième tour ?

V.D. et H.L. Nous aimons ce canton, le connaissons parfaitement et y vivons tous les deux. Nous voulons agir pour le bien-être de chacun et non pour l'intérêt d'un parti ou d'un clan. Nous sommes jeunes, libres, et travaillons déjà à plein-temps pour nos administrés. Demain comme hier, nous tiendrons nos engagements.

A.-L. B. et P.G. Un candidat élu chevronné associé à une candidate du « renouvellement » exerçant une activité professionnelle privée. Nous avons des compétences très liées à l'exercice du mandat (gestion, développement territorial durable, parti-

cipation citoyenne, économie sociale et solidaire).

Quel regard portez-vous sur le score élevé de l'extrême droite au premier tour ?



Hubert Laporte et Valérie Drouhaut (en haut) vont tenter de battre Philippe Garrigue et Anne-Laure Bedu et faire basculer le canton à droite. PHOTOS ARCHIVES D.A. ET Y. D.

A.L. B. et P.G. Il traduit une critique virulente à l'égard des partis traditionnels et des systèmes, face à des difficultés réelles de nos concitoyens. Il révèle des lacunes de l'éducation à la citoyenneté. Mais il se trompe de cible : le Département est fait pour aider nos concitoyens dans leur quotidien.

H.L. et V.D. Ce vote contestataire reflète clairement qu'une grande majorité d'entre nous est dans le rejet du système actuel. Ce message, nous l'avons clairement entendu et nous, élus locaux de terrain, prenons l'engagement d'y répondre concrètement au quotidien sans tabou et dans le respect de nos valeurs.

Quel bilan dressez-vous de l'exécutif départemental sortant, plus précisément sur ce canton ?

V.D. et H.L. Il se résume pour nous tous à 36 années de hausse continue des impôts. Cette gestion clientéliste est celle d'une époque révolue. Le développement numérique fait défaut, les digues sont en souffrance, l'entretien de la voirie laisse à désirer, trop peu de places d'Ehpad et RPA. Tournons enfin la page.

A.-L. B. et P.G. Très positif : collège et MDSI (1), Ehpad Louise-Michel d'Ambarès, digues, soutien à l'emploi, écoles multisports, soutien aux associations, espaces naturels sensibles, circuit VTT, restauration des églises, tarification unique des transports et amélioration de la desserte, etc. 28 millions d'euros dont 4,5 millions pour les Ruaults.



Hubert Laporte et Valérie Drouhaut (en haut) vont tenter de battre Philippe Garrigue et Anne-Laure Bedu et faire basculer le canton à droite. PHOTOS ARCHIVES D.A. ET Y. D.

Comment remédier au déséquilibre existant sur ce canton entre les communes de la Métropole bordelaise et celles de la CdC de Saint-Loubès ?

A.-L. B. et P.G. Ce déséquilibre est une vue de l'esprit ! Le Département a été le garant de l'équité : aménagement des bourgs, Gironde numérique, 4 collèges pour les 6 anciennes communes, la Coupole centre culturel à Saint-Loubès, la médiathèque à Beychac-et-Caillau, etc.

V.D. et H.L. Nous ne comptons pas opposer les territoires mais au

contraire additionner nos forces et nos compétences. Notre binôme est judicieusement composé d'un élu de la CDC et d'un autre de la métropole. Il sera le garant d'une gestion équitable du canton afin qu'aucun territoire ne soit défavorisé.

Le canton est directement concerné par le risque inondation, de la Garonne à la Dordogne en passant par le bassin-versant du Guâ. Quels sont les enjeux et les mesures à prendre sur ce dossier ?

V.D. et H.L. En tant qu'élus, notre premier devoir est la protection des administrés. Pour y parvenir, nous soutiendrons le Syndicat du Guâ qui prévoit la création de nouveaux bassins de rétention, et la Métropole dans son projet PAPI (2), comportant notamment la consolidation des digues et la réfection du réseau hydraulique.



Hubert Laporte et Valérie Drouhaut (en haut) vont tenter de battre Philippe Garrigue et Anne-Laure Bedu et faire basculer le canton à droite. PHOTOS ARCHIVES D.A. ET Y. D.

A.L. B. et P.G. Prévenir les effets du changement climatique avec la montée des eaux et protéger les habitants et les sites industriels par un plan de prévention d'ampleur qui porte sur le bassin-versant, la défense du Spipa pour la consolidation des digues et la rénovation hydraulique, afin de garantir la gestion de proximité et l'expertise technique.

L'hypothèse d'un nouveau collège sur l'est du canton a été évoquée pendant la campagne : qu'en dites-vous ?

A.-L. B. et P.G. Il y a déjà quatre collèges sur les six communes du canton actuel, ce qui est remarquable. Une étude démographique est en cours pour définir les besoins à venir.

V.D. et H.L. En priorité, nous lancerons la construction d'un nouveau collège à Ambarès qui remplacera le collège Claude-Massé devenu trop vétuste. Dans le même esprit, en fonction des compétences futures du Conseil départemental, nous soutiendrons où que ce soit les projets qui participent à l'éducation et à l'apprentissage des savoirs de nos jeunes.

Si vous êtes élus dimanche, quelle mesure spécifique au canton comptez-vous porter en premier dans votre assemblée ?

V.D. et H.L. Pour notre canton et ses habitants, nous refuserons catégoriquement toutes les hausses d'impôts qui sont prévues.

A.L.- B. et P.G. À l'échelle du Département : une nouvelle caserne de sapeurs pompiers entre Saint-Loubès et Saint-Sulpice-et-Cameyrac. Sur le canton : l'instauration d'une rencontre citoyenne mensuelle, tournant dans chacune des 9 communes, pour partager nos projets.

(1) Maison départementale de la solidarité et de l'insertion. (2) Programme d'action de prévention des inondations. ■



La banque des collectivités territoriales entre en action

Dans le jargon des marchés financiers, on appelle cela un flyer. Entendez, en bon français, un formidable succès, une opération qui s'arrache, s'envole. L'Agence France Locale (AFL), la toute jeune banque des collectivités territoriales françaises, créée en octobre 2013 et en construction depuis, a lancé, mardi 24 mars, sa première émission d'obligations, pour un montant de 750 millions d'euros.

Lire aussi : Les collectivités locales mettent en place leur « banque »

Il s'agissait d'une étape inaugurale cruciale, puisque l'argent obtenu sur les marchés, auprès d'investisseurs, constitue le carburant de cette nouvelle agence de financement des villes, des départements et des régions. Ces ressources ont vocation à être reversées sous forme de crédits classiques à la centaine de collectivités membres de l'agence, qui en feront individuellement la demande.

Etape cruciale aussi, parce que l'enjeu, pour cette agence censée pallier la pénurie de crédits au secteur public local depuis la chute de Dexia, et fournir des crédits moins chers grâce à la mutualisation, était de convaincre et d'inspirer confiance.

Lire aussi : Dexia : faillite collective

Or, en quelques heures, en dépit d'un contexte de marché toujours relativement tendu, le carnet d'ordres a débordé. Les concepteurs y voient la reconnaissance du modèle de l'agence. Celui-ci est inspiré d'expériences réussies aux Pays-Bas et dans les pays scandinaves, mais

dont le principe fut difficile à imposer à l'Etat, qui redoutait de voir sa garantie de facto engagée et de mettre ainsi les finances publiques en risque. Un schéma très carré a donc été trouvé, qui a finalement permis, après d'âpres négociations, d'arracher un feu vert politique de la part du président de la République, François Hollande.

« Une institution de haut niveau »

« L'objectif était d'installer l'agence sur les marchés internationaux, comme une institution financière de haut niveau. Il est atteint, estime Yves Millardet, le président du directeur de l'AFL. Nous avons placé 20 % des titres en France et 80 % à l'étranger, auprès de fonds souverains, de banques centrales nationales, d'institutions supra-nationales, de banques et de fonds d'investissement ». Le dirigeant se félicite aussi d'avoir obtenu de bonnes conditions de financement.

L'AFL entend rester discrète sur les noms des investisseurs. Mais selon nos informations, plusieurs grands noms figureraient parmi ces investisseurs : la banque centrale de Chine, la banque centrale de Suisse mais aussi la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Commission européenne.

D'autres émissions seront lancées d'ici la fin 2016, en fonction des besoins de financement des collectivités. En rythme de croisière, la centaine de membres de l'AFL représente un besoin de financement annuel de l'ordre de 2,3 milliards d'euros. L'agence, elle, se voit fournir 20 % à 25 % de cette demande.

De fait, cette première levée de fonds réalisée, l'Agence France Locale peut

passer à la suite, sa mission : faire crédit aux collectivités territoriales. Selon Yves Millardet, les premiers prêts devraient être distribués fin avril et quelques contrats de crédit sont déjà en cours de discussion.

Les prêteurs sont revenus

A ce titre, tout l'enjeu, pour l'AFL, sera de prouver qu'elle peut fournir des prêts à meilleure condition que le marché et permettre ainsi à ses adhérents de réaliser des économies sur leurs intérêts. Car depuis la conception de l'agence et sa création en 2013, le contexte a changé. La crise financière s'étant dissipée, les prêteurs sont revenus, même si l'offre de crédits ne s'est pas totalement reconstituée.

« Les banques se financent aujourd'hui dans de très bonnes conditions, grâce au programme massif de rachat de dettes de la Banque centrale européenne, notamment de dettes bancaires. Mais de telles conditions sont exceptionnelles et ne dureront pas. Il faut sécuriser l'avenir et c'est ce à quoi nous nous employons », assure le patron de l'AFL.

Afin de tirer les coûts vers le bas, et de faire jouer au maximum l'effet positif de la mutualisation des émissions obligataires lancer des emprunts groupés permet aux petites collectivités de bénéficier des bonnes conditions d'emprunt des grandes la banque des collectivités territoriales espère rallier à son bord de nouvelles collectivités. A condition, comme le stipule la charte, que ces collectivités soient considérées comme financièrement saines.

« Ce que nous faisons prend tout son sens dans le contexte financier tendu des collectivités. Un point de base

[0,01 %] gagné sur un crédit, c'est plusieurs dizaines de millions d'euros libérés pour financer

l'investissement local », conclut Yves Millardet. Un soutien à la crois-

sance, estiment les concepteurs de l'AFL. ■



Bordeaux 1 : vieux duel entre trentenaires

« SUD OUEST » / TV7 Fabien Robert et Matthieu Rouveyre ont débattu dans nos locaux hier

Ils s'emporent régulièrement l'un contre l'autre dans l'arène municipale. Devant les caméras de TV7, dans les locaux de « Sud Ouest », hier après-midi, Fabien Robert pour Gironde Positive (droite et centre) et le socialiste Matthieu Rouveyre ont ressorti de leur cartable leurs querelles politiciennes.

Concentrés et un peu tendus, les deux trentenaires s'affronteront dimanche au second tour des élections départementales. Depuis presque dix ans, ils arpentent le même territoire bordelais.

19 voix ont séparé leurs binômes au soir du premier tour sur le nouveau canton de Bordeaux 1. La droite et le centre sont arrivés en tête, mais à l'inverse de la gauche, ont peu de réserves de voix pour le deuxième match.

« 13 000 personnes n'ont pas voté dimanche dernier. Nous allons écrire et frapper à la porte de ces milliers d'abstentionnistes », avance Fabien Robert.

L'adjoint à la culture et de quartier à Bordeaux se présente avec Emmanuelle Cuny, adjointe à l'éducation. Son opposant est conseiller municipal d'opposition et conseiller général sortant. Il part dans cette élection en

binôme avec la socialiste Clara Azevedo.

Au jeu de qui cumule le plus



Fabien Robert (à gauche) et Matthieu Rouveyre (à droite) ont été interrogés par Benoît Lasserre pour « Sud Ouest » et Bastien Lauqué pour TV7. PHOTO LAURENT THEILLET

Alors forcément, dans cette campagne, les frontières entre les compétences municipales et celles du Département sont un peu floues. Les deux invités du débat mettent à l'index les bilans de l'un et de l'autre. Mutuellement aussi, ils se rapprochent de cumuler des mandats.

Fabien Robert rappelle à Matthieu Rouveyre qu'il a été l'un des élèves les moins assidus aux commissions permanentes du Département. « Pendant ce temps, vous êtes dans les salles d'audience des tribunaux », lance-t-il. Allusion aux recours du socialiste contre les partenariats public-privé pour construire la Cité municipale et le nouveau stade. « Moi, je vais dans les repas de quartier. Je suis sur le terrain ! » " Si je

n'ai pas assisté à ces commissions, c'est parce que, comme vous, j'étais au Conseil communautaire ", répond son opposant qui annonce qu'il ne sera pas candidat à la présidence de la future assemblée départementale. Mais qu'il briguera, en cas de victoire, le poste de premier fédéral socialiste en Gironde.

Matthieu Rouveyre pointe des dossiers sur lesquels l'adjoint de quartier n'a pas répondu : la déviation de la ligne de bus 4 rue de Pessac ou le ramassage des poubelles. « Pour moi, être conseiller départemental n'est pas un trophée. Ma priorité sera d'accompagner les personnes qui souffrent. » Piqué, Fabien Robert rétorque : « Vous n'avez pas le monopole de la solidarité, vous n'avez pas le monopole de la culture, de l'égalité ou de l'environnement ! »

Ces deux-là auraient pu s'écharper en public pendant des heures. Ils se sont serré la main et souhaité une bonne fin de campagne une fois les caméras éteintes.

Laurie Bosdecher

Retransmission ce soir à 18 heures sur TV7. ■



Les Verts pour le vote socialiste

2e TOUR Les écologistes appellent à reporter leurs voix sur les candidats de gauche

« Nous appelons nos sympathisants à reporter leur vote sur le candidat de gauche, pour que la majorité départementale reste à gauche », explique Gérard Chausset, candidat sur Mérignac 2. Hier, les candidats autonomes d'Europe Écologie Les Verts ont parlé d'une seule voix. Une position sans ambiguïtés, d'autant que dans le cadre de l'accord passé avec le PS, pour la première fois dans l'histoire, trois élus écologistes devraient siéger dans la future assemblée.

Au lendemain de ces élections, le mouvement écologiste s'est en effet imposé comme la seconde force de gauche en Gironde : « Nous n'avons pas à rougir de nos scores, explique Monique de Marco (Talence). Là où nous étions présents, nous avons entre 10 et 15 % des suffrages. »

Des conditions

Le ralliement au PS a été assorti de quelques conditions : une véritable politique publique pour les Ehpad (Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) car 75 % des établissements girondins sont privés, l'idée est donc de créer des maisons publiques ou de les confier au secteur associatif non lucratif. Autre exigence : le soutien aux associations luttant contre la précarité énergétique. Pour ce qui relève des transports, les écologistes entendent voir appliquer leur proposition de mise en place de lignes de bus express.

D'autres revendications ont été avancées : construction de collèges à taille humaine (600 élèves et pas plus), organisation de référendum lo-

caux, construction de logements sociaux avec des loyers très modérés.

Ils entendent également voir émerger, à la faveur du départ de Philippe Madrelle, une nouvelle gouvernance au Département, l'application du non-cumul des mandats.

Autre point soulevé, la forte poussée du Front national en Gironde. Ce qui appelle selon Gérard Chausset à une remise en question : « Le FN prospère sur des terrains oubliés de la République. Il faut faire notre autocritique : nous devons aller sur ces secteurs. Les Agendas 21, c'est bien, mais ça parle peu aux gens qui cherchent un travail. »

X. S. ■





A nouveau condamné

TRIBUNAL Ludovic Freygefond, l'ancien maire du Taillan, a été condamné hier à un an de prison avec sursis pour harcèlement à l'encontre de son directeur de cabinet

DOMINIQUE RICHARD

Il n'y a pas si longtemps, Ludovic Freygefond, l'ancien espoir du PS girondin, arborait un profil susceptible de réconcilier les électeurs avec la politique. Totalement étranger à cette nouvelle vague d'élus sans grande aspérité, formatés par Sciences Po ou les écoles de communication, il n'avait pour seul bagage professionnel que ses années de chef de rang passées à l'hôtel Darroze à Langon.

Double condamnation

Saisi par le virus de la politique, il avait brûlé les étapes au point de cumuler les mandats aux portes de la quarantaine : maire du Taillan, vice-président de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) et la Région, premier secrétaire départemental du PS. L'ascension avait été fulgurante, la chute n'en est que plus vertigineuse. Hier soir, Ludovic Freygefond a été de nouveau condamné par le tribunal correctionnel de Bordeaux.

À la fin de l'année dernière, il avait écopé de 18 mois de prison avec sursis pour prise illégale d'intérêt et vu sa maison confisquée par les juges. Cette fois-ci, les magistrats lui ont infligé un an avec sursis pour avoir harcelé entre 2009 et 2012 son directeur de cabinet Alexandre Metzinger (1). Ce dernier, dont la plainte est à l'origine de la procédure, n'avait eu d'autre solution que de démissionner pour fuir ses avances à caractère sexuel. Trois ans plus tard, ils sont face à face dans le prétoire. L'un assis

sur le banc des parties civiles, tassé sur lui-même. Le second sur celui des prévenus, droit comme un piquet de vigne. Pendant les quatre heures d'audience, leurs regards ne se croiseront pas. Plus rien ne les rapproche si ce n'est peut-être un sentiment de mal-être.

338 courriels adressés par Ludovic Freygefond à son collaborateur à toute heure du jour ou de la nuit fondent les poursuites. « Le cru, le sournois, l'amoureux, le scabreux. On a un peu de tout, constate le procureur Jean-Louis Rey. Mais on a surtout la volonté d'ignorer l'identité sexuelle de l'autre. »

« Rien ne prédisposait Alexandre Metzinger à ce type d'effondrement. C'est un fracas »

Dans ces courriels fleuris, l'écu avoue sans détour, mais non sans insistance, le désir que lui inspire son directeur de cabinet qu'il a recruté dans l'entourage de Vincent Feltesse, alors président de la CUB. « Je lui ai demandé s'il ne trouvait pas cela inconvenant, se défend Ludovic Freygefond. Il m'a dit qu'il savait séparer les choses. » Pendant plus de deux ans, Alexandre Metzinger encaisse sans broncher les assauts épistolaires et souvent vulgaires de l'écu. Le directeur de cabinet a de l'ambition et rêve de faire carrière dans le Sud-Ouest dont la glaise colle à ses souliers.

Son mentor qui lorgne l'investiture pour les législatives de 2012 lui a promis son fauteuil de maire. Il

l'imagine même ministre. « Il vous a dit qu'il était profondément hétérosexuel et qu'il vivait en concubinage avec une jeune femme. Que fallait-il qu'il fasse de plus pour vous convaincre de ne plus lui envoyer ces mails salaces », s'agace la présidente Cécile Ramonaxo.

Tentatives de suicide

Tous les courriers électroniques n'ont pas été saisis lors de l'enquête menée par la police judiciaire. Ceux dont fait état Me Jean Gonthier, le conseil de Ludovic Freygefond, montrent un Alexandre Metzinger toujours courtois, qui ne s'offusque de rien alors que Ludovic Freygefond « fou amoureux » se laisse emporter par sa passion. " À aucun moment, il n'y a eu un stop, soutient l'avocat. Tout du moins jusqu'au jour où Alexandre Metzinger a compris qu'il ne serait pas maire, Ludovic Freygefond ayant été écarté dans la course à la députation.

Le délit de harcèlement n'est établi que si les faits vont de pair avec une dégradation de la santé et une compromission de l'avenir professionnel de la victime. Reconverti dans le théâtre, Alexandre Metzinger n'a trouvé en Gironde aucune collectivité socialiste pour l'accueillir. Mis en cause, Vincent Feltesse a préféré ne pas déférer à la convocation de la police judiciaire.

Si l'on ne peut affirmer que cette mise à l'index résulte d'une intervention du PS, la descente aux enfers du jeune contractuel ne fait guère de

doute. Tentatives de suicide, scarifications, dépression. « Rien ne le prédisposait à ce type d'effondrement. C'est un fracas. Ludovic Freygefond a investi la totalité de sa vie. Son couple a explosé, et il a perdu son activité professionnelle, celle pour laquelle il s'était formé », déplore son

avocat Me François de Contencin, en retenant une image. Celle du banquet où l'élu fêtait ses dix ans de mandat au Taillan. Ce soir-là, il s'était assis d'autorité entre Alexandre Metzinger et sa compagne, quitte à faire fuir cette dernière.

(1) Ludovic Freygefond, qui a été condamné en outre à verser près de 70 000 euros de dommages intérêts à son directeur de cabinet, a fait appel des deux décisions. ■



Un fauteuil, des envies

DÉPARTEMENT Candidats officiels ou officieux, ils seraient au moins quatre à gauche à briguer la présidence

S TELLA DUBOURG

A trois jours du second tour des élections départementales, les tractations, calculs et consignes de vote vont bon train au sein de la Gauche girondine qui prône le rassemblement le plus large possible (lire ci-dessous).



Jean Touzeau, Christine Bost, Jean-Luc Gleyze et Jean-Marie Darmian, possibles candidats à la présidence du nouveau Conseil départemental. ARCHIVES D. ANDRIEUX, « SO » ET TH. DAVID

La Gauche en Gironde a en effet été confortée au soir du premier tour dans ses principaux bastions et le Département, qui arrive en tête dans 17 des 33 cantons, devrait donc mathématiquement rester entre ses mains. La perspective de la déroute étant donc écartée et l'inquiétude ayant laissé place au soulagement, se reposait dès dimanche soir la question de la succession de Philippe Madrelle à la présidence du Département.

Rat des villes ou des champs



Jean Touzeau, Christine Bost, Jean-Luc Gleyze et Jean-Marie Darmian, possibles candidats à la présidence du nouveau Conseil départemental. ARCHIVES D. ANDRIEUX, « SO » ET TH. DAVID

Interrogé sur celui ou celle à qui il souhaite passer le flambeau, le chef de file du PS en Gironde depuis trente-six ans s'est contenté de dire qu'il « avait l'embarras du choix ». Philippe Madrelle a toutefois souligné les bons résultats de Christine Bost (42,65 %), « preuve que je ne m'étais pas trompé. Mais Jean-Luc Gleyze en Sud-Gironde a également tapé fort ». Une manière de ménager la chèvre et le chou, sans mauvais jeu de mot, puisque les deux élus tiennent la corde pour lui succéder. Mais cette course à la présidence n'est pas sans créer quelques remous ni grincements de dents au sein de la Gauche. À commencer par Jean-Marie Darmian, le conseiller général sortant de Créon, qui a affiché un score honorable à l'issue de ce premier tour (39,70 %). Ce dernier, qui avait déjà annoncé il y a un mois qu'il était prêt à se présenter « si la ruralité était menacée », a enfoncé le clou dimanche soir dans les salons du Département. « Je ne suis pas le rat des champs contre le rat des villes, mais je n'ai pas envie d'assumer quelque chose avec lequel je ne serai pas en

adéquation. Je ne suis pas candidat pour être candidat, et si Jean-Luc Gleyze est candidat, je ne le serai pas », a indiqué celui qui s'affiche comme le défenseur de la ruralité. Mais à ce jour, Jean-Luc Gleyze, le maire de Captieux, n'a pas fait connaître ses intentions.

Directement visée par cette attaque, la maire PS d'Eysines, Christine Bost, qui fait la course largement en tête dans son canton des Portes du Médoc, a réaffirmé son positionnement tant urbain que rural. « Depuis 2001, je suis conseillère générale d'un canton situé à la fois sur la Métropole et hors Métropole. Et ma compétence au Département est celle des transports, une mission qui s'exerce sur l'ensemble du territoire de la Gironde, sauf la Métropole », a indiqué la conseillère générale sortante. « Tout cela n'est qu'une stratégie visant à opposer notre territoire. La Gironde est urbaine et rurale. Elle a besoin de la Métropole et de Bordeaux pour la tirer vers le haut tout comme l'inverse est vrai. Bordeaux ne peut pas rayonner sans la forêt, le vignoble, le littoral et la ruralité. »



Jean Touzeau, Christine Bost, Jean-Luc Gleyze et Jean-Marie Darmian, possibles candidats à la présidence du nouveau Conseil départemental. ARCHIVES D. ANDRIEUX, « SO » ET TH. DAVID

En guerre contre la Métropole

Mais Jean-Marie Darmian va plus loin encore et semble prêt à tout pour faire barrage à Christine Bost. « Ce que je dis et redis aujourd'hui, c'est que le futur président ne peut pas être quelqu'un ou quelqu'une qui a une responsabilité à la Métropole. On ne peut pas, par exemple, voter pour le grand stade d'un côté et contre de l'autre. La force de la Métropole, c'est la cogestion. Au Conseil général, il ne peut pas y avoir de cogestion. Il faut qu'il y ait une réelle indépendance du Département vis-à-vis de la Métropole. Je suis prêt à entendre qu'il faut du renouvellement, qu'il faut rajeunir les troupes mais pas si c'est pour se retrouver dans les querelles de la Métropole. »

L'élu créonnais demande donc à ce que les choses soient clarifiées au

plus vite. « J'attends de Christine Bost qu'elle annonce dans la semaine qu'elle va se mettre en conformité avec les statuts et qu'elle va démissionner de la mairie d'Eysines. Moi, je suis en règle. Je n'ai qu'un seul mandat et je peux me consacrer au Département sept jours sur sept. Si elle se met en conformité, je renoncerais à me présenter et viendra le temps du vote. »

Pour Christine Bost, « cela n'a pas de sens. Comment, qui que ce soit, pourrait ne pas se mettre en conformité? C'est la loi et ces dispositions s'imposent à tous. Tout cela est un faux débat et une polémique que je regrette. Je préfère me concentrer sur le second tour ». Toujours est-il que si la loi oblige Christine Bost à démissionner de son mandat de maire d'Eysines, elle peut choisir de rester conseillère municipale et vice-prési-

dente de Bordeaux Métropole. Un leadership politique qui dérange certains. Mais dans cette folle bataille à la succession, certains n'ont pas dit leur dernier mot. C'est le cas de Jean Touzeau, le maire PS de Lormont, en ballottage favorable pour le second tour. Mais ce dernier, non content d'avoir lui aussi un pied bien ancré dans la Métropole, est connu pour sa proximité avec Alain Juppé. Dans ce contexte très tendu, un appel à candidature sera lancé à l'issue du second tour (dépôt des candidatures de dimanche soir 22 heures à lundi 18 heures), pour un vote prévu le 1er avril de 17 heures à 22 heures, à la veille de l'élection du nouveau président du Département.

« Je ne suis pas candidat pour être candidat, et si Jean-Luc Gleyze est candidat, je ne le serai pas » ■



URBANISME - LOGEMENT

Des logements neufs à saisir Demain, samedi et dimanche, sur les allées de Tourny, le logement neuf

Des logements neufs à saisir

Demain, samedi et dimanche, sur les allées de Tourny, le logement neuf tient salon. 36 promoteurs immobiliers seront présents et lanceront à cette occasion la commercialisation d'une dizaine de nouveaux programmes dans l'agglomération. ■



Promotion immobilière : une embellie durable ?

LOGEMENT Le point sur le secteur du neuf à l'occasion du salon de Bordeaux

Le Salon du logement neuf de Bordeaux ouvre ses portes demain. C'est l'occasion pour Alain Ferrasse, président de la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI) Aquitaine-Poitou-Charentes, de dresser un état des lieux du secteur.

Peut-on parler de convalescence pour le logement neuf ?

Il est prématuré d'affirmer que la crise est finie. En revanche, on a assisté à une remontée des réservations au cours de l'année écoulée, en particulier lors du quatrième trimestre 2014. Cette embellie concerne surtout l'agglomération bayonnaise, où les ventes de logements neufs recensées en 2014 ont bondi de 30 % par rapport à 2013 ; l'agglomération bordelaise, qui enregistre pour la même période une progression des transactions de 5 %, et le bassin d'Arcachon, qui a connu une croissance des ventes de 10 % sur un an, selon les chiffres de l'Observatoire de l'immobilier du Sud-Ouest (OISO). Il semble donc que la confiance revienne progressivement. Ce frémissement, qui paraît se confirmer début 2015, doit beaucoup à l'entrée en vi-

gueur en septembre dernier du dispositif d'investissement locatif Pinel, plus souple et plus pragmatique que son prédécesseur, le régime Duflot.

Cette embellie doit tout de même être relativisée...



Alain Ferrasse : « Il devient urgent de s'attaquer aux contraintes ». PHOTO PH. TARIS

Effectivement, car le niveau des mises en vente reste préoccupant dans l'ensemble de la région. Dans la métropole bordelaise, le nombre de nouveaux logements proposés à la commercialisation en 2014 a chuté de 23 % par rapport à 2013. Dans l'agglomération bayonnaise, les mises en vente ont connu un recul de 25 % en un an. Et lors de la même période, les mises en commercialisation ont plongé de 44 % dans l'agglomération rochelaise. C'est la preuve que nos opérateurs éprouvent

des difficultés croissantes pour sortir de nouveaux programmes. On met trop de temps à délivrer des permis de construire, en particulier dans le secteur diffus. Et puis, les diverses contraintes administratives qui pèsent sur la densité des projets favorisent les annulations de programmes.

Comment envisagez-vous 2015 ?

Si la chute des mises en chantier se confirme, on peut craindre une baisse de l'activité pour 2015, malgré les opérations en cours aux Bassins à flot, Brazza et Euratlantique à Bordeaux. Aussi, pour pérenniser le frémissement observé fin 2014, il faut impérativement fluidifier le processus d'obtention des permis de construire. Et faire un effort de simplification sur les normes de construction. Je rappelle que le secteur du logement représente chaque année deux points de PIB dans notre pays. Pourquoi ne pas desserrer davantage les contraintes ?

Propos recueillis par Thierry Gironde ■

